

L 12811 - 1228 - F. 4,00 €

www.marianne.net

A, D = 6,30 € - ANG, BEL, ITA, LUX, PORT CONT, ESP = 4,70 € - CAN = 8,60 \$ CAN -
CH = 7 CHF - DOM = 4,50 € - GR = 5,10 € - MAG = 38 MTD - TOM = 910 XPF - ML = 5,10 € - TUR = 7 DT

Marianne



Numéro 1228 Du 25 septembre au 1^{er} octobre 2020



DIDIER RAOULT
sur le grill
Ses attaques,
sa défense,
ses remords

Pinel

- **Big Pharma existe-t-il ?**
- **La vérité sur les vaccins**

La science est-elle vendue ?

BRIDGESTONE



Les cyniques, les naïfs
et les **incompétents**

ZOO DE PONT-SCORFF



Du rêve
militant
au cauchemar animalier

MÉMOIRE



Que reste-t-il de
la culture pied-noir ?

C'EST L'HISTOIRE D'UN SQUAT MOLDAVE

Les péripéties d'un couple de retraités, dont la maison près de Cannes était illégalement occupée, ont fait le tour des médias cet été. S'il y a le plus souvent de la misère derrière ce genre de pratique, il existe aussi quelques petits malins qui savent exploiter les failles du système. Exemple à Aubervilliers. **PAR FRÉDÉRIC BRILLET**



Frédéric Brillet - Facebook

BEAUX MARIAGES...
Sur Facebook, les squatteurs de la rue Hélène-Cochennec, à Aubervilliers (en h.), ont la belle vie ! Dans la réalité, ils cherchent surtout à faire bonne figure auprès de leurs proches restés au pays.



Sur Facebook, Igor* vadrouille entre la Suisse et la Côte d'Azur à bord d'un SUV BMW. Vladimir* se marie au volant d'une superbe Audi blanche décapotable, pilote un hors-bord et visite San Remo. Victor et Helena* postent des cartes postales de leur voyage à Venise et d'une escapade à Étretat. Ana et Marius* passent, semble-t-il, de bonnes vacances d'hiver en Moldavie. Irina* et son compagnon bronzent en famille sur la plage. À voir ces scènes qui fleurent un bonheur totalement dégage de contingences matérielles, difficile d'imaginer que tous ces « bienheureux » habitent un squat à Aubervilliers, en Seine-

Saint-Denis, aux portes de Paris. « Comment peuvent-elles prétendre ne pas avoir les moyens de se reloger ailleurs quand on voit ces photos ? C'est sans doute l'art de vivre à la moldave », ironise, amer, le propriétaire des lieux, Édouard Pellerin, qui réclame depuis deux ans leur départ. Seulement, derrière les jolies photos, le réel est plus complexe. Comme de nombreux migrants récents, les squatteurs d'Aubervilliers cherchent à faire bonne figure auprès de leurs proches restés au pays. La France, vue de Moldavie, c'est un peu une Amérique où l'on se doit de réussir, et ils se gardent bien de poster sur les réseaux sociaux des images de leur quotidien, beaucoup moins idyllique. ➤



► Malgré son pavillon à moitié détruit à l'entrée, ses allées crasseuses où s'entassent des matériaux de construction et des déchets divers, le squat de la rue Hélène-Cochennec offre bien des atouts. Les habitants y disposent de logements vétustes mais raccordés à l'eau et à l'électricité, de boxes pour garer leurs voitures, d'une petite cour ombragée dans laquelle enfants et adultes se délassent autour d'un barbecue. Et le tout sans rien déboursier.

Dix ans d'occupation

« On n'est pas si mal, ici. Les enfants peuvent jouer dehors, loin de la circulation. Beaucoup de familles aimeraient rester avec un nouveau bail », détaille Ghénadie Palamarcu, le porte-parole officiel de cette communauté dont la plupart des membres vivent en fait au jour le jour. Venus en France dans l'espoir d'accéder à la classe moyenne (« En Roumanie et en Moldavie, il y a quelques riches, beaucoup de pauvres, et rien au milieu », explique l'un d'eux), ces migrants, faute de bien parler le français, décrochent au mieux des emplois de « premiers de corvée » : chauffeurs livreurs, VTC, ouvriers dans le bâtiment, femmes de ménage, caissières... Et encore, pas toujours déclarés ni à plein-temps. D'autres, sans travail, ne vivent que des aides sociales.

Bref, les plus démunis côtoient ici quelques malins au fait des

BELLES VOITURES...

Les anciens propriétaires ont laissé s'installer les squatteurs sans réagir. Ces derniers sont aujourd'hui une quarantaine à vivre rue Hélène-Cochennec, à Aubervilliers (photo ci-dessus, au c.).



faillies de la loi. Car, comme bien souvent, ce squat trouve son origine dans une gestion négligente. Les anciens propriétaires, en indivision, auraient laissé s'y installer les premiers occupants il y a une dizaine d'années sans réagir. En 2018, le promoteur Édouard Pellerin rachète les quatre petits

pavillons et l'immeuble de deux étages qui se trouvent sur le terrain avec l'intention de les démolir pour y construire des logements neufs. Mais l'opération est bloquée par la quarantaine de personnes qui vivent sur place, enfants compris. Originaires pour la plupart de Moldavie, mais ayant acquis la

À THÉOULE-SUR-MER, L'ÉMOI ET L'AMENDEMENT

L'histoire a suscité l'émoi. Quittant Lyon pour rejoindre leur maison de vacances de Théoule-sur-Mer, un couple de retraités découvre à la fin d'août qu'une famille avec deux enfants en bas âge y a emménagé. Apparemment très au fait de la loi, les squatteurs, qui ont changé les serrures, prétendent qu'on leur a donné les clés. Profitant de leur absence, les propriétaires appellent les gendarmes pour qu'ils se postent à l'entrée et dissuadent les intrus d'y pénétrer à nouveau. Sans succès. Sûrs de leur bon droit, les squatteurs réintègrent les lieux devant les forces de l'ordre enjoins par leur hiérarchie à ne pas s'y opposer. « Le premier

soir, j'ai dormi dans ma voiture en face de la maison, en les regardant dîner sur la terrasse... », racontera le propriétaire à *Nice-Matin*. Il faudra trois semaines aux retraités pour récupérer leur maison ravagée. Et encore, par chance. Le squatteur ayant été arrêté pour violences conjugales et sa femme orientée vers un foyer, ils ont pu reprendre possession de leur bien sans passer par un procès. L'Assemblée nationale a depuis voté un amendement qui simplifie la procédure d'expulsion. Désormais, les propriétaires de résidences secondaires ou occasionnelles peuvent, eux aussi, saisir le préfet pour la demander, quand

bien même l'intrusion a été signalée à la police plus de quarante-huit heures après sa commission. Auparavant, le dépassement de ce délai obligeait à engager un long et coûteux procès pour obtenir l'expulsion. Pour les propriétaires, c'est un progrès, mais des failles demeurent : un squatteur malin peut effacer les traces d'effraction, produire un faux bail pour gagner du temps en obligeant le propriétaire à passer par la case justice. En outre, le préfet peut refuser l'expulsion : pas sûr qu'il fasse intervenir les services de l'État en période de grand froid si des familles avec enfants vivent dans le squat. ■



nationalité roumaine (ce qui leur permet de circuler librement dans l'Union européenne), les occupants luttent pour retarder leur expulsion. Ils ont pourtant perdu en première instance, puis en appel le 4 septembre. Outre des moyens trop limités pour quitter les lieux, les squatteurs invoquent un bail verbal qui leur aurait été précédemment concédé, mais sans en apporter la moindre preuve à la justice. « Je payais en liquide à un représentant du propriétaire. Il a disparu et je ne connais pas son nom », persiste Ghenadie Palamarciuc, qui habite sur place depuis 2011. Influent dans sa communauté, ce quinquagénaire au chômage affiche cependant un activisme entrepreneurial étonnant. En France, en Moldavie, mais aussi au Royaume-Uni, il crée des sociétés dont il dépose rarement les comptes. Sur Internet, dans les registres des sociétés, on découvre qu'il a engrangé avec son entreprise de transport moldave, Formula Logistics, un chiffre d'affaires de 137 584 € en 2017. Puis, plus rien les années suivantes. À Londres, il a créé une agence de publicité

BEAUX VOYAGES...

Pendant qu'un des squatteurs d'Aubervilliers pose à Venise, le promoteur Édouard Pellerin, qui a racheté le lieu il y a deux ans, s'arrache les cheveux. Depuis, il a multiplié les démarches pour déloger les occupants. En vain.

qui affichait en 2019 14 270 livres d'actifs (près de 15 500 €). Tandis qu'en France, il montait une société civile immobilière. Un squatteur qui investit dans la pierre, c'est rare...

Primes de départ

Édouard Pellerin affirme de son côté avoir tout essayé afin de trouver une issue. La conciliation d'abord : il a mandaté l'association Alteralia, spécialisée dans l'accompagnement social, pour dresser un audit de la situation des familles, esquissant des solutions de relogement, voire d'emploi. Il a proposé 2 000 € par personne pour financer les déménagements. « Pour un promoteur, il en a fait beaucoup pour parvenir à une solution amiable », reconnaît un

responsable d'Alteralia. En vain. Ce qui a conduit Édouard Pellerin à durcir le ton en faisant détruire un pavillon inoccupé pour empêcher l'extension du squat.

« On ne lui fait pas confiance, ce n'est pas quelqu'un qui tient ses promesses. Il m'a proposé une prime spéciale pour que je parte. J'ai refusé par solidarité avec les autres », assène en retour Ghenadie Palamarciuc. Tous les occupants sont donc encore sur place, et leur expulsion s'annonce compliquée, car la petite communauté compte dans ses rangs des gens fragiles. Il sera difficile aux autorités de mettre à la rue Larisa, mère d'une mineure et d'un garçon handicapé qu'elle est venue faire soigner en France.

« Le retard pris n'empêche pas les impôts de me réclamer près de 200 000 € de taxe sur la création de ces logements alors même que la force publique tarde à évacuer les squatteurs », s'indigne de son côté Édouard Pellerin. Peut-être Ghenadie Palamarciuc pourrait-il lui donner deux ou trois tuyaux ? En matière d'administration et de comptabilité, il semble avoir le niveau... ■ F.B.

* Les prénoms ont été changés.

“ON N'EST PAS SI MAL, ICI. LES ENFANTS PEUVENT JOUER DEHORS, LOIN DE LA CIRCULATION. BEAUCOUP DE FAMILLES AIMERAIENT RESTER AVEC UN NOUVEAU BAIL.”

GHENADIE PALAMARCIUC

Votre abonnement Intégral
(papier + numérique)

0€ le 1^{er} mois

puis 9,50 €
tous les 4 numéros

sans engagement

Découvrez nos offres sur
abo.marianne.net